

Madame, Monsieur le Député,  
Madame, Monsieur le Sénateur,

Les personnels du (Collège, Lycée, CIO de.....) tiennent à vous faire part de leur fort mécontentement sur les conditions prévues de la rentrée scolaire 2022 et l'absence de mesures de sécurisation de notre établissements. Nous dénonçons la nouvelle baisse DHG, nous jugeons que la dotation en heures d'enseignement est insuffisante pour revenir sur les difficultés qui se sont accumulées depuis le début de l'épidémie, insuffisante à garantir un enseignement de qualité pour nos élèves. Nous sommes en désaccord avec cette gestion de l'éducation qui ne repose que sur des contraintes budgétaires et une volonté de rentabilité, au détriment de la pédagogie et des bonnes conditions de travail des élèves.

Nous refusons la perte de xxxxx heures / de xxxxxx divisions (comparer avec les chiffres des années passées) qui condamne nos élèves à travailler dans des classes surchargées (donner des exemples, sans oublier les effectifs des groupes de langue par exemple).

Nous refusons que les élèves subissent un appauvrissement de l'offre d'options (exemples d'options supprimées ou rassemblées...) et condamnons cette politique qui ne donne aucune place à l'ouverture culturelle et renonce à toute ambition pour les élèves, au motif que ce n'est pas rentable !

Nous refusons la diminution des heures en groupes en SVT, sciences physiques et technologie qui permettent la manipulation nécessaire dans ces disciplines.

Nous refusons que l'enseignement des langues se déroule dans des conditions telles que les élèves ne pourront prendre la parole alors que la maîtrise des langues vivantes doit être une priorité.

Nous refusons que nos élèves soient privés d'heures de soutien et d'un suivi personnalisé dont ils ont cruellement besoin. (ULIS, UPE2A...)

Nous refusons la hausse importante des HSA qui ne permet pas de masquer la suppression de nombreux postes d'enseignants et alourdit considérablement la charge de travail des enseignants en poste.

Nous refusons d'avoir à choisir entre des postes d'enseignants supprimés et des services morcelés, à cheval sur 2 ou 3 établissements. Ces services partagés, réduisant la disponibilité des enseignants, nuisent autant aux conditions de travail des collègues qu'à celles des élèves.

Nous demandons en revanche :

- l'ouverture d'une (ou plusieurs) division(s) supplémentaire(s) ;
- le rétablissement des dispositifs de soutien pour aider les élèves en difficulté ;
- le rétablissement des options supprimées ;
- le dédoublement des classes dans les matières scientifiques ;
- l'augmentation des moyens pour alléger les groupes en langue ;
- la transformation des HSA en heures poste qui permettra aux enseignants des conditions de travail acceptables et une meilleure implication dans l'établissement.

Nous, enseignants (et parents), exigeons un plan d'urgence pour l'Éducation et réaffirmons notre attachement au service public d'éducation ;